

Xavier BOUGAREL, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 121-138

Chapitre V- L'ECONOMIE DU CONFLIT, DE LA PREDATION A LA PRODUCTION

[p. 121]

L'argent est le nerf de la guerre, dit-on. Pourtant, l'économie du conflit bosniaque a été peu étudiée. Quelles en ont été les crises et les mutations ? Quelle influence a-t-elle eu sur la dynamique générale du conflit ?

Généralement, l'idée d'économie de guerre est associée à celle de mobilisation de l'économie, sous l'étroit contrôle de l'Etat. Il est même possible de définir les économies socialistes comme des « économies mobilisées », ou comme des économies de guerre en tant de paix¹. Mais le conflit bosniaque s'est justement inscrit dans un contexte d'effondrement de ces économies socialistes et de recomposition plus générale des réalités et des légitimités étatiques. De plus, la spécificité du socialisme yougoslave résidait déjà dans une décentralisation et une faiblesse relatives de l'Etat. Sur le plan économique, le système autogestionnaire accordait l'essentiel des pouvoirs aux élites politiques républicaines et locales d'une part, aux élites managériales des entreprises socialisées d'autre part². Sur le plan militaire, les difficiles rapports entre fédération et républiques se reflétaient dans la coexistence, au sein du système de « défense populaire généralisée », d'une armée fédérale et de défenses territoriales républicaines. Le conflit bosniaque n'a donc pas connu, dans un premier temps au moins, d'économie de guerre au sens classique du terme.

[p. 122]

L'ASPHYXIE DE L'ECONOMIE DE PRODUCTION

Entre novembre 1990 et avril 1992, le contrôle de l'économie constitue l'un des enjeux essentiels du démantèlement communautariste de la Bosnie-Herzégovine. Parvenus au pouvoir, les partis nationalistes entreprennent de se répartir ministères, administrations et entreprises socialisées, avant de s'opposer entre eux et de se substituer à l'appareil d'Etat, comme l'illustre le détournement des impôts dus par les entreprises qu'ils contrôlent. Cette communautarisation de l'économie conduit à son éclatement institutionnel et territorial, à travers la constitution d'administrations et d'institutions financières propres aux « régions autonomes » serbes et croates, ou à l'éclatement de certaines entreprises socialisées en entreprises « jumelles » bosniaques, serbes et croates.

Le paradoxe de ces processus de communautarisation et de territorialisation de l'économie réside dans le fait qu'ils conduisent à son étouffement progressif. Suite au déclenchement du conflit en avril 1992, ce paradoxe apparaît dans toute sa violence : la destruction ou l'asphyxie des centres industriels, l'interruption et le morcellement des réseaux de communication et de distribution, l'ampleur des pertes et des déplacements de population entraînent une chute extrêmement brutale de l'activité économique, les autorités bosniaques situant en 1994 le P.N.B. à 25 %³, et la production industrielle à 10 %⁴ de leur niveau d'avant-guerre.

Cette économie de production résiduelle ne parvient à couvrir ni les besoins primaires des populations civiles, ni ceux en armement des formations armées, malgré la présence de nombreuses usines d'armement en Bosnie-Herzégovine et la reconversion de certains autres établissements industriels au cours du conflit. Même dans ces deux domaines, cruciaux dans un contexte de guerre, les différents protagonistes s'appuient moins sur la mobilisation et l'accroissement des capacités productives que sur la captation de ressources déjà existantes. En cela, l'économie du conflit bosniaque représente bien une de ces économies caractéristiques des conflits dits de « basse intensité », fondées avant tout sur l'assistance extérieure et la prédation intérieure.

[p. 123]

L'assistance extérieure est le fait des Etats (Serbie et Croatie pour la « république serbe » et l'« Herceg-Bosna », Etats musulmans pour le gouvernement bosniaque), des diasporas et des organisations humanitaires, et représente un élément irremplaçable dans la logistique des armées et dans la subsistance des populations civiles ; les autorités bosniaques estimaient ainsi en 1994 que 85 % de la population bosniaque dépendait de l'aide humanitaire pour sa survie⁵. Mais elle n'explique guère le fonctionnement des armées elles-mêmes, et en particulier les modes de prise en charge et de rémunération de leurs combattants.

LA PRISE EN CHARGE DES COMBATTANTS

Alors que l'armée serbe de Bosnie s'est appuyée sur l'infrastructure de l'ancienne armée yougoslave, l'armée bosniaque et le HVO (Conseil de défense croate) se sont constituées à partir des structures républicaines ou locales de la Défense territoriale et de la police [*voir le quatrième chapitre*]. Cette différence explique la supériorité matérielle dont bénéficie l'armée serbe, en particulier dans les premières phases du conflit. La façon dont le pouvoir serbe s'est assuré le contrôle de l'armement des forces armées yougoslaves peut d'ailleurs être assimilée à une « prédation institutionnelle », comme en témoigne la confiscation des armes des défenses territoriales par l'armée fédérale en 1990. Malgré ces différences, le recrutement initial des trois armées s'appuie pareillement sur des formations miliciennes : les milices locales d'une part, les milices politico-mafieuses d'autre part. Cette dichotomie originelle se perpétue au cours du conflit, malgré l'intégration formelle des milices aux armées, les milices locales se transformant le plus souvent en brigades locales, essentiellement défensives et statiques, et les milices politico-mafieuses en « unités spéciales », mobiles et offensives [*voir le quatrième chapitre*].

L'effondrement de la production et la désorganisation de l'appareil administratif ayant tari les ressources fiscales de l'Etat, la prise en charge et la rémunération des combattants

[p. 124]

ne sont plus assurées par ce dernier. Certes, dans le cas de l'armée serbe et du HVO, la rémunération salariale des officiers et de certaines « unités spéciales » reste assurée par l'Etat voisin. Mais l'entretien des brigades locales est organisé sur place : les fonds nécessaires sont fournis par diverses taxes instaurées par les municipalités, ou par des contributions volontaires (travailleurs émigrés, notables et entrepreneurs locaux, entreprises socialisées). Dans certains

cas, de grandes entreprises socialisées jouent un rôle prédominant dans la prise en charge des brigades locales et de la population civile. Il en va ainsi à Velika Kladuša, avec l'entreprise *Agrokomerc* contrôlée par Fikret Abdić, ou encore à Zenica, municipalité aux mains du SDA mais dont l'aciérie reste longtemps contrôlée par les ex-communistes.

Sauf exceptions locales, les soldes versées aux combattants de base des différentes armées sont dérisoires, voire inexistantes. En décembre 1993, le ministre bosniaque de la Défense Hamdo Hadžihasanović annonce officiellement qu'« en attendant un rétablissement de la circulation monétaire, des biens alimentaires ou du combustible seront distribués aux familles de martyrs ou de blessés et aux combattants, en remplacement de soldes sans valeur »⁶. Dans ce conflit, en effet, la prise en charge du combattant s'effectue essentiellement en nature : il s'agit non seulement de lui procurer équipement, nourriture et assistance médicale, mais aussi d'assurer à sa famille un logement, un accès aux services publics (électricité, gaz, soins médicaux) et à l'aide humanitaire, ainsi qu'une aide en cas d'invalidité ou de décès du combattant.

LES ARMEES, ENTRE ASSISTANCE ET PREDATION

Liés à la population civile locale, les combattants des brigades locales s'insèrent dans l'économie de subsistance et d'assistance qui la fait vivre. A l'inverse, les combattants des milices politico-mafieuses et des « unités spéciales » sont les principaux acteurs d'une économie de prédation dont les formes correspondent à celles du conflit lui-même, à savoir le racket et le pillage liés au déplacement forcé des populations (nettoyage ethnique)

[p. 125]

d'une part, les prélèvements et les trafics liés à l'imbrication des territoires (enclavement) d'autre part.

Le nettoyage ethnique s'accompagne le plus souvent d'un pillage des territoires conquis (confiscation des équipements industriels et agricoles, des véhicules, des biens mobiliers) et d'un racket des populations expulsées (extorsion sous la menace des devises et des objets de valeur). Formes directes et brutales de prédation, le pillage et le racket sont parfois pratiqués de façon aussi systématique que le nettoyage ethnique lui-même, et dissimulés alors sous des formes « légales » ou « commerciales » : en « république serbe », les personnes expulsées doivent déclarer par écrit qu'elles renoncent « volontairement » à leurs biens et s'acquitter de différents « frais administratifs » et « frais de transport » auprès d'« agences spécialisées », liées aux autorités politiques locales ou aux milices politico-mafieuses.

L'imbrication des différents territoires les uns dans les autres suscite d'autres formes de prédation plus indirectes et plus insidieuses. Le contrôle des axes routiers conduisant aux territoires enclavés procure en particulier d'importantes ressources matérielles et monétaires, grâce au prélèvement d'une partie de l'aide humanitaire acheminée (entre 1992 et 1994, 30 % à 50 % de l'aide humanitaire aurait ainsi été détournée par les différentes forces armées) ou à l'instauration de taxes et de droits de péage. Dès le début du conflit, le HVO s'est spécialisé dans les prélèvements sur les convois destinés aux territoires sous contrôle musulman.

Enfin, les situations d'enclavement provoquent une hausse vertigineuse du prix des biens de consommation courante (nourriture, alcool et cigarettes, dérivés pétroliers, produits d'entretien, piles électriques etc.), et un effondrement de celui des biens d'équipement (voitures, matériel hi-fi et électroménager, etc.), dont la population doit se séparer pour survivre. Sur cette base s'établissent de multiples et très profitables trafics (acheminement et vente sur place de biens de consommation courante, achat et revente à l'extérieur des biens d'équipement), bénéficiant aux formations militaires ou aux autorités politiques locales situées sur certains points de passage à proximité de ces enclaves. Ainsi, dans et autour de Sarajevo, ces trafics sont largement contrôlés par les unités des différentes armées situées

[p. 126]

dans les quartiers ouest (HVO de Stup, unités serbes d'Iliđa) ou aux abords immédiats de la ville assiégée (unités bosniaques du mont Igman et de Hrasnica, HVO de Kiseljak). Dans l'enclave de Bihać, F. Abdić parvient, grâce à ses relations avec les autorités serbes et croates, à établir un « corridor humanitaire » reliant l'enclave à la Croatie, via la « république serbe de Krajina » et son propre fief de Velika Kladuša.

L'INFLUENCE DU FACTEUR ECONOMIQUE SUR LES CONFIGURATIONS DU CONFLIT

Par certains aspects, l'économie du conflit bosniaque ne fait que renforcer les processus de communautarisation et de territorialisation qui le sous-tendent. Cela vaut en particulier pour les pratiques de prédation liées au nettoyage ethnique, et qui en constituent parfois une des motivations principales.

Dans les premiers mois du conflit, le HVO de Zenica attise ainsi délibérément l'hostilité contre les populations serbes locales, avant de leur proposer – moyennant finance – une évacuation vers les territoires de la « république serbe ». A la même époque, les prélèvements du HVO sur les convois à destination des territoires sous contrôle musulman représentent un facteur majeur dans la rapide dégradation des relations croato-musulmanes.

A plus long terme, l'économie liée à l'imbrication et à l'enclavement des territoires rend plus complexes les configurations politico-militaires du conflit. Certes, le morcellement des réseaux routiers, ferroviaires ou hydro-électriques – et urbains dans le cas de Sarajevo et de Mostar – peut constituer une arme économique majeure, comme le montrent les chantages réguliers exercés par l'armée serbe sur le ravitaillement en aide humanitaire ou sur l'alimentation en énergie et en eau potable des enclaves musulmanes. Mais il oblige aussi les différents acteurs à maintenir une coopération économique minimale, comme l'illustrent cette fois le maintien conjoint à Sarajevo – par l'intermédiaire de la FORPRONU – des réseaux d'alimentation en eau et en électricité, ou celui du gazoduc fournissant

[p. 127]

la Bosnie-Herzégovine en gaz russe... *via* la Serbie et la « république serbe ».

De même, les prélèvements sur l'aide humanitaire expliquent en partie les offensives limitées mais incessantes pour le contrôle ou l'interruption des axes routiers, ou les longues

batailles diplomatiques autour des aéroports de Sarajevo et de Tuzla. Mais ils ont aussi pour effet une régulation relative du comportement des différentes armées, un blocage trop long de l'acheminement de l'aide humanitaire ou des prélèvements trop importants pouvant entraîner le développement de modes d'acheminement alternatifs (changement d'axe routier, parachutages, etc.), une arrivée trop massive d'aide risquant, par contre, de provoquer un effondrement des prix sur le marché noir.

Ceci explique pourquoi les unités de l'armée bosniaque basées à Hrasnica ont à plusieurs reprises provoqué des incidents visant à obtenir, en rétorsion, une fermeture des « routes bleues »⁷ par l'armée serbe. Cette dernière, à l'inverse, tout en entravant l'acheminement de l'aide humanitaire vers les

[p. 128]

enclaves musulmanes, a longtemps laissé l'armée bosniaque y transférer par hélicoptères d'importantes quantités de Deutsche Mark. De façon plus générale, les trafics engendrés par l'imbrication et l'enclavement des différents territoires impliquent, à un niveau plus ou moins élevé, une coopération entre des formations armées théoriquement opposées.

L'ÉMERGENCE DE SYSTEMES RENTIERS ET MAFIEUX

Ce type de coopération provoque l'émergence, au niveau local, de systèmes rentiers et mafieux dont les logiques contournent, voire contredisent la configuration générale du conflit. Dès l'automne 1992, Bakir Alispahić, alors responsable de la police de Sarajevo, accuse la « mafia musulmano-croato-serbe » de maintenir délibérément le siège de cette ville⁸. Quelques mois plus tard, en juillet 1993, la prise par l'armée serbe du mont Igman, jusqu'alors présenté comme la tête de pont d'une imminente libération de Sarajevo et tenu par les « unités spéciales » de l'armée bosniaque, révèle les motivations réelles de cette pléthore de héros : le contrôle des circuits du marché noir à destination de la ville assiégée. Plus préoccupées par leurs rivalités et leurs trafics avec l'armée serbe que par le désenclavement de la ville, certaines de ces « unités spéciales » vont jusqu'à vendre leur position lors de l'offensive de cette dernière⁹.

Dans la période 1992-1994, plusieurs enclaves croates de Bosnie centrale telles que Kiseljak, Vareš ou Žepče s'érigent en véritables « plaques tournantes » entre territoires serbes et musulmans (transferts de population, trafics de marchandise et d'armement), tout comme Velika Kladuša devient le carrefour de tous les trafics entre la Croatie, les « républiques serbes » et l'enclave musulmane de Bihać. Les logiques économiques mafieuses deviennent alors déterminantes dans l'attitude de certains acteurs militaires et politiques locaux, comme en témoignent en 1993-1994 la criminalisation croissante de l'« Herceg-Bosna », ou le développement des phénomènes de coopération militaire à base purement financière. De tels phénomènes apparaissent dès 1992, le HVO vendant à prix fort son soutien en artillerie à une armée bosniaque naissante et mal équipée, ou

[p. 129]

abandonnant à l'armée serbe ses positions autour de Jajce ou de Bosanski Brod¹⁰. En 1993, ils se généralisent et bénéficient en premier lieu à l'armée serbe, celle-ci vendant son soutien en

artillerie aux forces armées bosniaques à Mostar et à celles de F. Abdić dans l'enclave de Bihać, tout en louant blindés et avions de chasse aux unités du HVO de Bosnie centrale.

D'une localité à l'autre, les configurations militaires peuvent alors changer du tout au tout, le HVO de Žepče coopérant par exemple militairement avec l'armée serbe, quand celui de Tešanj, une trentaine de kilomètres plus au nord, combat aux côtés de l'armée bosniaque. Après la constitution de la Fédération croato-musulmane, cette coopération militaire ouverte entre l'armée serbe et certaines unités du HVO prend fin, le HVO de Žepče levant ainsi le blocus de Maglaj et Tešanj. Il reste que, le plus souvent, le HVO n'accorde son soutien en artillerie à l'armée bosniaque que contre rémunération, et que des considérations économiques locales continuent d'entraver, voire de menacer des logiques politiques et militaires plus larges.

UNE PETITE MINORITE DE PROFITEURS DE GUERRE

La période des affrontements croato-musulmans marque l'apogée de l'économie de prédation, mais en révèle aussi les limites et les contradictions. Non seulement elle pèse sur les configurations politiques et militaires, mais elle précipite la désagrégation interne des communautés, comme l'illustrent la sécession de F. Abdić dans le cas musulman, et la mutinerie de Banja Luka dans le cas serbe.

Quand F. Abdić commence à contester ouvertement A. Izetbegović et le pouvoir central bosniaque en juin 1993, il a beau jeu de mettre en avant la sécurité et la prospérité relatives dont bénéficie la population de Velika Kladuša. Certes, faute de relais politiques, F. Abdić échoue à mobiliser les populations musulmanes en dehors de l'enclave de Bihać. Dans celle-ci en revanche, la puissance économique d'*Agrokomerc* explique sa capacité à mobiliser une partie importante de la population civile et des notables en faveur de sa « province autonome de

[p. 130]

Bosnie occidentale », puis à s'appuyer sur l'appareil policier et les deux brigades locales de Velika Kladusa pour constituer sa « Défense populaire ». En mars 1994, la création de la Fédération croato-musulmane conduit la Croatie à interrompre le « corridor humanitaire » contrôlé par F. Abdić. Cette interruption annonce l'essoufflement politique et militaire de la « province autonome ».

Alors que la communauté musulmane est secouée par une grave crise interne où des divergences politiques affichées recouvrent des rivalités économiques souterraines, la communauté serbe connaît également une crise en son sein dont les motivations économiques affichées masquent probablement des règlements de compte politiques [voir le deuxième chapitre]. Le 10 septembre 1993, en effet, plusieurs unités de l'armée serbe se mutinent à Banja Luka, prennent le contrôle des bâtiments publics et forment un état-major de crise appelé « Septembre 93 ». Celui-ci annonce l'arrestation de plusieurs « profiteurs de guerre » et exige une taxation des commerces les plus profitables (tabac, alcool, dérivés pétroliers, etc.) au profit de l'effort de guerre, ainsi qu'une amélioration du statut des combattants, des invalides et de leurs familles. « Nous [...] sommes devenus, explique-t-il, des mendiants et des étrangers dans notre propre ville et notre propre pays [pendant que] d'habiles manipulateurs,

avec la bénédiction du pouvoir en place, et menant à l'arrière une vie confortable et souvent mondaine, ont érigé leurs royaumes privés et réalisé leurs buts politiques pervers »¹¹.

La mutinerie de Banja Luka révèle au grand jour certains aspects de l'économie de la « république serbe », en particulier son système de « donations » à l'armée, alimenté par des « profiteurs de guerre » échappant par ailleurs à toute imposition, et dénoncé par les combattants serbes. Dans une lettre collective de protestation, des combattants du 1^{er} corps de Krajina dénoncent ainsi les entrepreneurs privés qui « ont le pouvoir parce qu'ils ont l'argent, un argent gagné en grande partie pendant cette guerre, sur notre misère et notre sang » et qui « camouflent leurs machinations derrière des donations ne représentant même pas un millième de leur richesse injustement acquise »¹².

[p. 131]

Dans le cas serbe comme dans le cas musulman, l'économie spécifique sur laquelle repose le conflit, après avoir fourni les ressources économiques nécessaires à la constitution des armées, se révèle donc extrêmement coûteuse. Sur le plan économique, elle se solde par un détournement et un épuisement des ressources affectées aux armées. Sur le plan social et politique, elle conduit à une polarisation croissante entre une petite minorité de « profiteurs de guerre » et une large majorité de la population réduite à la misère, et à une grave crise de motivation parmi les combattants. La capacité des autorités politiques et militaires à rompre avec cette économie devient alors un facteur décisif dans l'évolution de leurs rapports de force militaires.

VERS UNE MOBILISATION DE L'ECONOMIE ?

Le 25 octobre 1993, Haris Silajdžić, jusqu'alors ministre bosniaque des Affaires étrangères, est désigné comme Premier ministre d'un gouvernement profondément remanié. Dans son discours d'investiture, il mentionne parmi ses priorités « la survie de la population, car la faim et le froid menacent le peuple sur l'ensemble du territoire libre » et « le renforcement de la capacité de défense du pays », incluant autant « l'armement, l'équipement et les autres moyens nécessaires pour la capacité de combat de l'armée ». Pour H. Silajdžić, ceci implique « l'adaptation du système économique et financier aux conditions réelles dans lesquelles le pays se trouve, la relance de la production et la réactivation des circuits commerciaux et financiers, [car] une époque de guerre exige une économie de guerre »¹³.

Dans les semaines qui suivent, ce ressaisissement politique s'accompagne d'une tentative de mettre en place une véritable économie de guerre. D'une part, le mode de financement de l'armée bosniaque est réorganisé : un impôt de 10 % sur l'ensemble des revenus est instauré au niveau républicain, en remplacement des multiples systèmes de taxation locale ou de

[p. 132]

contributions volontaires. Centralisées, ces ressources fiscales doivent ensuite être réparties par le ministère de la Défense et les différents corps d'armée, sans interférence des autorités politiques locales. D'autre part, l'ensemble des entreprises socialisées sont étatisées¹⁴, le ministre de la Défense Hamdo Hadžihanović annonçant que « toutes les entreprises qui ne

s'engageront pas à livrer des marchandises ou à produire des services dans des quantités et des délais précis, ou qui ne rempliront pas les engagements pris, seront dissoutes »¹⁵.

Toutefois, cette insistance sur l'économie de guerre reste partielle. Si H. Silajdžić considère qu'« il existe des possibilités concrètes pour que soient assurés les biens et les vivres indispensables » à la survie de la population, il n'en rappelle pas moins que « le point crucial reste l'arrivée de l'aide »¹⁶. De même, si les activités industrielles sont soumises à une sorte de communisme de guerre, les activités commerciales sont pour leur part libérées de la plupart des taxes et des restrictions dont elles étaient l'objet, et abandonnées à un capitalisme sauvage. La légalisation des stocks « d'origine inconnue » et l'autorisation des transactions en devises constituent alors en fait la légalisation implicite des fortunes constituées autour de l'économie de prédation.

Quelques mois plus tard, à compter de mars 1994, la constitution de la Fédération croato-musulmane permet la réouverture des axes routiers en Bosnie centrale, favorise une reprise de l'aide humanitaire et des activités commerciales, et donc une chute des prix des biens de consommation courante dans les territoires sous contrôle musulman. Au cours de l'année 1994, les autorités bosniaques parviennent progressivement à rétablir certaines infrastructures économiques de base (distribution d'électricité, transports et télécommunications, circuits financiers et bancaires), et à faire des territoires sous contrôle musulman un espace économique relativement homogène, où les disparités régionales de prix ou de taux de change ont pratiquement disparus¹⁷.

[p. 133]

LE DIFFICILE RETOUR A UNE ECONOMIE DE PRODUCTION

La reprise de l'activité industrielle semble, cependant, relativement modeste. Le succès limité de la mobilisation économique s'explique d'abord par les effets directs de la guerre, du délabrement des équipements industriels au poids des populations déplacées, en passant par la pénurie de personnel qualifié. Il s'explique également par la réalité de la Fédération croato-musulmane, simple juxtaposition de deux entités politiques et de deux espaces économiques distincts, l'« Herceg-Bosna » ayant introduit la kuna croate comme monnaie officielle et établi son propre régime fiscal et douanier. Mais il est aussi imputable aux pratiques du SDA, celui-ci privilégiant l'appartenance nationale et politique au détriment de la compétence professionnelle dans le renouvellement des cadres administratifs et industriels, et s'assurant le contrôle de la population civile grâce à une distribution clientéliste de l'aide humanitaire.

La reprise d'une certaine activité économique et commerciale suscite, en outre, une vague de mécontentement parmi les combattants de l'armée bosniaque. La visibilité nouvelle des « profiteurs de guerre », la professionnalisation du corps des officiers, la reprise d'activité de certaines entreprises soulignent par contraste la médiocrité et la précarité du statut des combattants. La frustration de ces derniers s'exprime alors dans leurs remontrances contre les « profiteurs de guerre », les « généraux de salon » et les « planqués », ou dans leurs revendications sur la nourriture, sur la prise en charge des familles d'invalides et de martyrs ou sur la garantie d'un retour à l'emploi après la guerre. En mai 1994, le commandant en chef de l'armée bosniaque R. Delić avertit même que, « au cas où des mesures ne seraient pas prises de toute urgence, nous assisterions à une démotivation totale et à un abandon des positions [par les combattants] »¹⁸.

Cette frustration, relayée par certains officiers supérieurs, révèle des tensions sociales fortes au sein d'une société bosniaque profondément transformée par la guerre, ainsi qu'entre autorités civiles et militaires. Elle est par la suite canalisée par le SDA, comme le montrent sa mainmise sur les organisations

[p. 134]

d'anciens combattants. De son côté, le gouvernement bosniaque annonce un certain nombre de mesures, allant de l'amélioration de la nourriture au front à l'attribution prioritaire d'emplois et d'appartements aux anciens combattants. L'interdiction faite à certaines entreprises de verser des salaires en devises à leurs employés, ou l'idée de rémunérer les combattants en leur distribuant des actions des futures entreprises privatisables montrent à quel point le retour d'une économie d'assistance et de prédation vers une économie de production se révèle laborieux et délicat.

Du reste, les traits caractéristiques de l'économie du conflit bosniaque sont loin d'avoir disparu au sein de la Fédération croato-musulmane. Ainsi, la prospérité relative de l'« Herceg-Bosna » provient autant de son rattachement à l'espace économique croate que d'une prédation « légale », fiscale et douanière, au détriment des territoires sous contrôle musulman. Ceux-ci restent pour leur part caractérisés par un dénuement économique persistant et, de l'aveu même d'A. Izetbegović, « la plus grande partie des travailleurs et des soldats ne perçoit aucun revenu et [...] leurs familles vivent de l'aide humanitaire. [...] Cette situation nous rend dépendants de l'extérieur, conduit à un départ continu des cadres hautement et moyennement qualifiés et agit de façon dissuasive sur le retour des réfugiés »¹⁹.

L'ÉPUISEMENT MATÉRIEL DE LA « RÉPUBLIQUE SERBE »

Quand, en octobre 1993, le « parlement » de la « république serbe » se réunit pour discuter de la mutinerie de Banja Luka, son président Momčilo Krajišnik déclare : « De notre capacité à construire un Etat de travail, d'ordre, de justice, d'économie de marché, de démocratie, de légalité et d'individus vivant en liberté et en sécurité, dépend l'existence même de la 'république serbe' »²⁰. Dix mois plus tard, après l'imposition par la Serbie d'un embargo économique à la « république serbe », R. Karadžić appelle ce même « parlement » à « proclamer l'état de guerre, à introduire une économie de guerre, à mobiliser l'ensemble de la population dans des brigades de combat et de travail, à administrer les entreprises de sorte qu'elles produisent

[p. 135]

pour la guerre et pour le front »²¹. Un nouveau gouvernement, dirigé par Zoran Kozić, crée différents états-majors (énergie, activité industrielle, ravitaillement de l'armée, etc.) comme préalables à l'instauration d'une véritable économie de guerre, tout en libéralisant complètement le commerce de l'essence afin de permettre un meilleur contournement de l'embargo.

Par certains aspects, ces mesures rappellent celles du gouvernement de H. Silajdžić. Mais si la mise en place d'une économie de guerre est laborieuse pour l'Etat bosniaque, elle apparaît impossible dans le cas de la « république serbe ». A plusieurs reprises, son « parlement »

refuse de proclamer l'« état de guerre », le caractère incantatoire des discours sur la « mobilisation » de l'économie et de la société révélant l'inefficacité des quelques mesures prises. Finalement proclamé le 28 juillet 1995, après la prise de Glamoč et Grahovo par l'armée croate, l'« état de guerre » semble lui-même rester lettre morte. Alors que l'armée bosniaque parvient, tant bien que mal, à améliorer le ravitaillement, et par là même la mobilité et la combativité de ses unités, celles de l'armée serbe semblent livrées à elles-mêmes. L'hebdomadaire indépendant *Vreme* rapporte comment, en l'absence d'un système de financement centralisé, certaines brigades en sont réduites à s'autofinancer : le commandant vend des permissions aux combattants les plus riches, et l'argent ainsi récolté sert à l'achat de la nourriture et des vêtements²².

Cet épuisement matériel se reflète dans la crise morale qui ronge progressivement l'armée serbe. Celle-ci est en effet affectée par des difficultés croissantes à combler ses effectifs, une multiplication des actes de désobéissance et de protestation (accrochages entre brigades locales et « unités spéciales », abandons de position, manifestations de mères ou d'épouses de combattants) et une crise générale de motivation dans ses rangs. Les « mobilisations générales » décrétées à intervalles réguliers se résument à un durcissement de la répression à l'encontre des combattants eux-mêmes, comme l'illustrent les rafles effectuées par la police militaire tant en « république serbe » qu'en Serbie, ou l'instauration de cours martiales suite à l'offensive du 5^e corps de l'armée bosniaque en novembre 1994.

[p. 136]

A terme, ces mesures ne font que renforcer les comportements de fuite de la population et accélérer ainsi l'épuisement démographique de la « république serbe ».

UNE LOGIQUE ANTI-ECONOMIQUE

Les difficultés politiques et militaires croissantes que la « république serbe » connaît à partir de 1993 semblent donc en partie liées à son incapacité à assainir et remobiliser son économie. En août 1994, le conflit qui l'oppose la Serbie s'explique avant tout par son refus du plan de paix proposé par le « groupe de contact » [voir le *deuxième chapitre*], mais n'est pas exempt d'enjeux économiques. D'une part, l'acceptation du plan de paix par l'Etat serbe est elle-même motivée par la recherche d'une levée des sanctions économiques décrétées à son encontre. Asphyxié par celles-ci, il ne peut indéfiniment consacrer quelques 20 % de son PNB aux « républiques serbes »²³. D'autre part, l'hyperinflation et la criminalisation croissante de son économie le contraignent à engager un programme de redressement économique, symbolisé en janvier 1994 par la nomination de Dragoslav Avramović à la tête de la banque centrale yougoslave, et par l'introduction d'un « super dinar ».

Or, il s'avère que non seulement la « république serbe » bloque toute perspective de levée des sanctions économiques, mais que de plus elle figure parmi les principaux foyers d'inflation et de criminalité économique en Serbie. Alors que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro) décrète à son tour des sanctions économiques contre la « république serbe », son Président Zoran Lilić dénonce ainsi « la banque centrale de la 'république serbe' qui a émis de la monnaie sans couverture, a fourni le marché noir [de devises] et a ainsi alimenté la flambée inflationniste en Yougoslavie »²⁴. A la même époque, la presse de

Belgrade est inondée de révélations sur les activités criminelles et l'enrichissement frauduleux de R. Karadžić et de ses proches.

En avril 1995, à la suite des premiers revers sérieux de l'armée serbe, son commandant en chef R. Mladić intime au

[p. 137]

« parlement » de la « république serbe » de choisir entre l'acceptation d'un compromis territorial et la préparation à une guerre totale, passant par la professionnalisation de l'armée et une militarisation complète de l'économie. Parmi les mesures nécessaires, il mentionne l'institution d'un financement centralisé de l'armée et la priorité absolue aux combattants sur les civils dans la distribution de l'aide humanitaire, ou sur les salariés dans le paiement de revenus monétaires. Le « parlement », dont les membres sont pour la plupart liés à la criminalité économique et au système de « donations », rejette cette proposition.

Au-delà des seuls effets des sanctions internationales ou de la criminalité économique interne, l'incapacité de la « république serbe » à restaurer une économie de production a peut-être une cause plus fondamentale. En Bosnie-Herzégovine comme en Krajina croate, les principes mêmes sur lesquels ont été fondés les « républiques serbes » sont profondément « anti-économiques » : en constituant des territoires dont la seule réalité est ethnique, et en pratiquant un nettoyage ethnique systématique, elles se sont privées de tout espace économique cohérent, d'une partie importante de leur population active, et donc de toute viabilité à long terme. Avatars de l'idée de « Grande Serbie », elles ont pour conséquence finale un rétrécissement brutal de l'espace de peuplement serbe, illustré en particulier par l'exode massif de la population serbe de Croatie, suite à l'offensive de l'armée croate en août 1995.

NOTES

¹ Voir Jacques SAPIR, *L'économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique*, Paris, La Découverte, 1990.

² Voir David DYKER, *Yugoslavia. Socialism, Development and Debt*, London, Routledge, 1990.

³ *Oslobodjenje*, principal quotidien bosniaque, édition européenne, 23 juin 1994.

⁴ *Oslobodjenje*, édition européenne, 22 avril 1994.

⁵ *Oslobodjenje*, édition européenne, 23 juin 1994.

⁶ *Oslobodjenje*, édition européenne, 31 décembre 1993.

⁷ Les « routes bleues », créées par l'ONU en mars 1994 et reliant Sarajevo aux territoires sous contrôle musulman, n'ont été ouvertes qu'épisodiquement, des

[p. 138]

considérations diplomatiques et militaires générales ou des incidents locaux ayant conduit à leur fermeture régulière par l'armée serbe. L'armée bosniaque a de son côté établi une piste reliant, *via* le mont Igman, la Bosnie centrale au faubourg de Hrasnica, ainsi qu'un tunnel reliant celui-ci au quartier de Dobrinja.

⁸ *Muslimanski glas*, hebdomadaire bosniaque proche du SDA, 12 octobre 1992.

⁹ Voir le témoignage de Rasim Deliç, commandant en chef de l'armée bosniaque dans *Oslobodjenje*, 22 avril 1994.

¹⁰ La chute de ces villes à l'automne 1992 reste l'objet de polémiques et de spéculations diverses. S'il semble établi que le HVO a fait preuve d'une combativité pour le moins limitée, il reste difficile de savoir si celle-ci

s'inscrit dans le cadre de combinaisons politiques et financières locales, ou dans celui d'échanges territoriaux décidés à un plus haut niveau.

¹¹ L'état-major des mutins ne se démarque cependant pas du projet nationaliste serbe, exigeant même le « nivellement national des cadres » soit, en d'autres termes, l'accélération du nettoyage ethnique dans les administrations et les entreprises et l'attribution des emplois ainsi « libérés » aux anciens combattants serbes. Voir *Borba*, quotidien serbe d'opposition, 11 septembre 1993, et *Vreme*, hebdomadaire serbe indépendant, 20 septembre 1993.

¹² *Borba*, 21 octobre 1993.

¹³ *Oslobodjenje*, édition européenne, 5 novembre 1993.

¹⁴ Dans le système autogestionnaire yougoslave, l'entreprise socialisée est définie comme propriété du collectif de travail, et sa direction théoriquement élue par ce dernier. En juin 1994, les entreprises socialisées sont toutes étatisées ; elles deviennent alors la propriété de l'Etat et la nomination de leur direction est du ressort du gouvernement.

¹⁵ *Oslobodjenje*, édition européenne, 31 décembre 1993.

¹⁶ *Oslobodjenje*, édition européenne, 5 novembre 1993.

¹⁷ Ces remarques ne concernent que partiellement Sarajevo, et aucunement les enclaves musulmanes de Bosnie occidentale et orientale, soumises à un étranglement économique de plus en plus sévère jusqu'à leur écrasement par l'armée serbe (Srebrenica et Žepa en juillet 1995) ou leur désenclavement par l'armée croate (Bihać en août 1995). Sur la situation économique dans l'enclave de Srebrenica, voir *Vreme*, 3 octobre 1994.

¹⁸ *Oslobodjenje*, édition européenne, 3 juin 1994.

¹⁹ *Oslobodjenje*, édition européenne, 26 janvier 1995.

²⁰ *Borba*, 1er octobre 1993.

²¹ *Borba*, 19 juillet 1994.

²² Voir *Vreme*, 28 août 1995.

²³ Voir Michael PALAIRET, « How Long Can the Milošević Regime Withstand Sanctions ? », *RFE/RL Research Report*, n° 34, 27 août 1993.

²⁴ *Borba*, 20 août 1994.